

## **Ziad Abou Amr au PE: l'UE doit traiter avec l'ensemble du gouvernement d'unité palestinienne**

Relations extérieures - 16-05-2007 - 04:05

**"Nous attendons de l'Union européenne qu'elle fasse preuve d'un engagement constructif", a déclaré le ministre palestinien des affaires étrangères Ziad Abou Amr devant la commission des affaires étrangères du PE ce mardi. Il a souligné que le gouvernement d'unité nationale a rempli toutes les exigences du Quartet, a apporté un soutien entier à l'initiative de paix arabe et doit maintenant faire face d'urgence à ses difficultés financières.**

"Notre programme ne reflète nullement les objectifs d'une faction palestinienne" et il émane d'un gouvernement réellement national, a affirmé le ministre. Véronique De Keyser (PSE, BE) s'est fait l'écho de cet argument en soulignant que l'Union européenne devrait reconnaître l'ensemble du gouvernement d'unité nationale, et pas seulement certains de ses membres. Kyriacos Triantaphyllides (GUE/NGL, CY), président de la délégation du PE pour les relations avec le Conseil législatif palestinien, qui coprésidait la réunion, a ajouté que le premier ministre palestinien Ismail Haniyeh (Hamas) devrait, lui aussi, être invité au Parlement européen.

### **Les principes du Quartet**

S'agissant des principes que le Quartet international (UE, États-Unis, Nations unies et Russie) a fixés comme devant être respectés par tout gouvernement palestinien, M. Abou Amr a affirmé que son gouvernement honorait les accords que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avait conclus avec Israël, y compris les lettres de reconnaissance mutuelle signées par les deux parties et les accords d'Oslo, qui prônent le renoncement à la violence. Tout en admettant que l'engagement du gouvernement n'était pas très explicite, le ministre a prié instamment les députés européens de traiter avec l'ensemble du gouvernement d'union nationale, et pas seulement avec certains de ses membres."

Caroline Lucas (Verts/ALE, UK) a souligné qu'une délégation du PE s'étant récemment rendue dans les territoires palestiniens est revenue de cette mission unanimement convaincue que le gouvernement actuel remplissait les exigences du Quartet. Chris Davies (ALDE, UK) a demandé au ministre s'il avait reçu du Conseil certaines précisions quant aux mesures concrètes que l'Union européenne souhaite voir adopter par son gouvernement. M. Abou Amr a répondu qu'aucune demande spécifique ne lui avait été transmise.

### **Difficultés financiers**

Le ministre a également plaidé auprès des députés européens en faveur d'une normalisation des relations avec son gouvernement, ce qui permettrait de mettre un terme au boycottage politique et financier dont il fait l'objet. Il leur a par ailleurs demandé de faire pression sur Israël pour qu'il restitue à l'Autorité palestinienne les recettes fiscales dues. Geoffrey Van Orden (PPE-DE, UK) a fait remarquer que le montant des aides reçus cette année par la Palestine était supérieur à celui de 2006, et ce malgré la suspension des aides directes au gouvernement palestinien.

Le ministre a répondu que, bien que cette affirmation soit exacte, cette augmentation avait tout juste permis d'atténuer les effets de la catastrophe humanitaire, sans pouvoir contribuer à renforcer et aider les institutions nationales, dont le fonctionnement est perturbé. Il a émis l'idée qu'un État palestinien viable devrait pouvoir gérer son propre budget et a enjoint Israël de mettre un terme à sa politique de "sanctions collectives", qui se traduit par un refus de restituer les recettes fiscales dues au gouvernement palestinien.

## **L'initiative de paix arabe**

Certains députés ont interrogé le ministre sur la position du gouvernement d'union nationale au sujet de l'initiative de paix arabe, qui prévoit une reconnaissance d'Israël et une normalisation des relations en contrepartie d'un retrait israélien aux frontières d'avant 1967. M. Abou Amr s'est déclaré favorable à ce plan, mais a fait remarquer que l'initiative de paix arabe n'avait aucune chance de succès si la Palestine continuait à faire l'objet d'un boycottage politique et financier. Il a attiré l'attention sur les risques liés à une nouvelle détérioration de la situation politique et en matière de sécurité dans les territoires palestiniens, à savoir ceux d'une escalade des tensions et de la violence, qui ne profiterait à personne dans la région. Luisa Morgantini (GUE/NGL, IT) a ajouté qu'il était impératif d'évoquer dans toute discussion relative au processus de paix les politiques menées par Israël, et notamment les fermetures de frontières, les incursions et les quarante années d'occupation."

Enfin, Sir Robert Atkins (PPE-DE, UK) a demandé si Alan Johnston (le journaliste de la BBC qui a été enlevé à Gaza en mars dernier) était toujours en vie, question à laquelle M. Abou Amr a répondu: "Nous croyons savoir que M. Johnston est toujours en vie et nous espérons qu'il pourra rentrer chez lui sain et sauf. Il faut faire preuve de patience et éviter de prendre des risques inutiles, car ce qui nous préoccupe, c'est avant tout le bien-être du journaliste."